

Fondements



Écologistes et alternatifs

JEAN-PAUL DELÉAGE

Que sont les mouvements

alternatifs ? Que sont les mouvements écologistes ? Il n'est guère possible de répondre à ces questions sans réfléchir à une autre question : celle de savoir ce que serait le projet d'une société alternative, d'une société écologique. S'il s'agit surtout ici de retracer l'aventure d'une génération de militants appartenant à des groupes qui, à la fin du 20^e siècle, se sont reconnus dans ces mots, écologie et alternative, il est nécessaire d'identifier d'abord leurs racines historiques plus anciennes.

Comment en effet ne pas aborder la question des mouvements écologistes et alternatifs sans l'évocation rapide des pratiques embryonnaires par lesquelles s'organisa la classe ouvrière au 19^e siècle avec des idées qui ne sont pas sans résonance dans ces mouvements dont l'apogée se situe dans les dernières décennies du 20^e ? Comment ne pas évoquer le socialisme associationniste de Pierre Leroux, le socialisme utopique de Joseph Proudhon et plus tard l'anarchisme de Pierre Kropotkine qui imprégnèrent les structures initiales des premières mutuelles ouvrières, sans oublier la pensée écologique d'Élisée Reclus, pour comprendre les racines lointaines des courants de la gauche écologique et alternative qui vise aujourd'hui la reconquête d'espaces d'autonomie au sein d'une gauche étatiste et productiviste ? Restituer l'inspiration et les pratiques des mouvements alternatifs et écologistes aujourd'hui sans y reconnaître un certain écho d'une histoire biséculaire serait amputer la réflexion de la compréhension de certaines de ses origines les plus lointaines et profondes. L'interrogation sur la société alternative et écologiste renvoie en effet à de vieilles questions et à des apprentissages historiques indispensables pour quiconque veut agir pour l'avenir^[1].

Souvenons-nous : l'une des premières caractéristiques du mouvement socialiste français a été son éclatement, avec une multiplicité d'organisations dont l'histoire est scandée par les scissions et les regroupements et marquée par des moments forts ; de fortes personnalités aussi, comme celle de Jaurès qui contribua à l'unification en 1912 de la Fédé-

1 Sur ce point, la lecture des travaux d'Henry Desroche est indispensable, et en particulier : H. Desroche, « Coopératives, communautés et mouvement ouvrier », *Communauté*, n° 2, 3, 6-7 et 8, 1953 ; H. Desroche, *La société festive. Du fouriérisme écrit aux fouriérismes appliqués*, Seuil, Paris, 1975.

ration des coopératives de consommation, qui se définissait à l'époque comme un « *organe d'émancipation des travailleurs* », pour lequel la pédagogie en actes – l'expérimentation sociale, dirait-on aujourd'hui – devait jouer un rôle essentiel. Expérimentation sociale, l'expression reprend vie à partir des années 1960 pour désigner les tentatives d'auto-organisation des citoyens en vue d'objectifs qui ne sauraient être atteints dans le cadre de l'économie de marché ou du socialisme d'État. Le mot renvoie à des formes démocratiques d'organisation politique et au principe de l'autogestion de structures de productions gérées par les producteurs eux-mêmes. Cette utopie du changement social par l'autonomisation économique de petites unités de production avait été pensée au début du siècle par Pierre Kropotkine, qui défendait dans ses ouvrages^[2] l'idée d'un ordre social anarchiste dans lequel tout le pouvoir revient aux petites communautés locales fédérées, l'État central ayant été aboli. Ne retrouve-t-on pas cette utopie dans les écrits de Ernst F. Schumacher et ceux de Murray Bookchin ? Le premier, surtout avec son *Small is beautiful*^[3], mais aussi Murray Bookchin sont des références essentielles pour les mouvements écologistes radicaux. Le second n'hésite pas à proclamer que « *la fonction la plus essentielle de la technologie doit être de maintenir les portes de la révolution ouvertes à jamais* » dans son texte *Vers une technologie libératrice*^[4]. Quoi qu'il en soit, il n'est guère possible de penser le futur, l'alternative, « *sans une mémoire active de ce que la lutte pour un changement social a eu pour discours et comme action*^[5] ».

Le tournant des années 1960

Incontestablement, c'est au cours des années 1960 que commencent à émerger, au sein des forces de gauche en France, des idées nouvelles rompant tout autant avec la tradition communiste du PCF qu'avec la tradition socialiste incarnée par la SFIO. Avec la vieille maison socialiste, la rupture est consommée lors de la création du PSU, à partir d'une critique de la position et de l'engagement néocolonialistes de cette dernière dans la guerre contre le peuple algérien. Du côté du PCF, le doute gagne certains intellectuels à l'occasion des crises polonaise et hongroise de l'année 1956, avant que la contestation ne gagne l'ensemble de l'organisation étudiante du parti, l'UEC, au début des années 1960. Cependant, alors que l'union des étudiants communistes échoue dans ses projets de transformation du PCF et éclate rapidement en différents courants dont l'existence est surdéterminée par les fractures internationales et des clivages idéologiques et politiques anciens et puissants dans la tradition communiste (maoïstes, krouchtchéviens, gramsciens, trots-

[2] P. Kropotkine, *L'entraide, un facteur de l'évolution*, Hachette, Paris, 1906 ; « Champs, usines et ateliers », dans la réédition des *Œuvres*, Petite collection Maspero, Paris, 1976, p. 186-195.

[3] E. F. Schumacher, *Small is beautiful*, Blond & Briggs Ltd, Londres, 1973. Traduction française : *Une société à la mesure de l'homme*, Contre-temps/Le Seuil, Paris, 1978.

[4] M. Bookchin, *Pour une technologie libératrice*, Parallèles, Paris, 1974, version abrégée d'un texte édité par la revue *Anarchos* et repris dans *Post-Scarcity Anarchism*, Remparts Press, San Francisco, 1971.

[5] D. Allan-Michaud, *L'avenir de la société alternative*, L'Harmattan, Paris, 1989.

kistes, etc.), le PSU saura porter certaines aspirations naissantes de l'alternative. En témoignent les documents de congrès, les prises de position du parti sur les grandes questions politiques qui traversent la gauche lors du mouvement de mai 1968. Ainsi, dans le programme d'action du parti^[6] publié en janvier 1971, même si les luttes ouvrières restent au premier plan^[7], et si l'agriculture et le commerce tiennent une place importante, on note l'insistance portée à la question du cadre de vie^[8]. On remarque aussi, une dizaine d'années plus tard, alors que l'hémorragie a déjà saigné à blanc les forces militantes du parti, avec le ralliement de Michel Rocard au Parti socialiste, la publication d'un document intitulé « Pour que le changement se vive au quotidien^[9] ». Ce dossier, qui définit le PSU comme « *un parti pour l'autogestion autonome et unitaire* », contient des propositions significatives d'une orientation en faveur de la réduction du temps de travail et de l'émancipation des femmes, pour une croissance sans nucléaire et un traitement particulier de l'agriculture. Le document précise : « *Le PSU ne prétend pas au monopole de la lutte pour l'autogestion, mais il se trouve actuellement être, de par son histoire, la seule organisation politique à lier indissolublement autogestion et socialisme, la seule qui soit susceptible d'unir les vécus autogestionnaires tout neufs, comme ceux du mouvement des femmes, des écologistes et des minorités*^[10]. » Puis, après avoir rappelé l'importance historique de la victoire de la gauche le 10 mai 1981, le parti se présente comme le garant, au sein du courant populaire, d'une « *transition au socialisme autogestionnaire* ». Ce document intervient au terme d'une longue série dans laquelle on note des titres révélateurs d'une orientation alternative. Il s'agit de textes portant sur les minorités nationales, les alternatives en Périgord, vivre autrement à Paris, Forêts-Autogestion, l'expérience autogestionnaire en Pologne, etc.

Ces années 1960, qui s'achèvent avec les événements de 1968, vont aussi connaître les prémices d'un mouvement écologiste en France, exclusivement associatif à ses débuts. 1968 catalyse la rencontre de plusieurs courants et est le détonateur de nouvelles formes de contestation. C'est en 1968 qu'est créée la Fédération des usagers des transports de la région parisienne (FUT) ; en 1979, la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) qui regroupe la Société nationale de protection de la nature, la Ligue de protection des oiseaux et des dizaines d'autres associations à vocation locale ou régionale ; et en 1970, Les Amis de la Terre, avec la figure emblématique de Brice Lalonde. C'est aussi une période de profusion de publications alternatives et écologistes, dont la plus sérieuse, *Les Cahiers de Mai* restera assez confidentielle, contrairement aux revues à succès *Hara-Kiri hebdo*, *La Gueule ouverte*, *Le Sauvage*, *l'Agence de presse de réhabilitation écologique* (APRE),

[6] *Programme d'action du Parti socialiste unifié*, Paris, janvier 1971.

[7] « A. - Luttes ouvrières », *in ibid.*, p. 11.

[8] Point C du programme, p. 33-39.

[9] « Pour que le changement se vive au quotidien », *PSU Documentation*, Dossier d'accueil, n° 144, mars 1982.

[10] *Ibid.*, p. 3.

presse dont l'un des caractères essentiels est la succession fiévreuse des périodes d'enthousiasme et d'abattement ainsi que l'absence de continuité dans la recherche d'une structuration théorique solide. La formule de Pierre Fournier, si l'on peut dire, la grande gueule de ce journalisme post-gauchiste, n'est-elle pas : « *Où on va ? J'en sais rien mais on y va* » ?... Ainsi, en 1975, Alain Hervé annonce que son journal, *Le Sauvage*, qui s'adresse au lectorat du *Nouvel Observateur*, renonce, non sans lucidité, à accompagner jusqu'à sa perte un monde fini, pour enseigner à ses lecteurs comment déceler les signes annonciateurs de la société écologique, après que *La Gueule ouverte* eut décidé qu'en « *raison de la crise, la fin du monde est ajournée*^[11] » !

C'est cependant autour d'objectifs concrets que va se construire progressivement le mouvement écologique. Ainsi, en 1972, près de dix mille personnes participent à la première manifestation en vélo à Paris, à l'appel des Amis de la Terre ; en mai, ils sont encore plus de dix mille mobilisés à Fessenheim contre la construction de la centrale nucléaire sur le Rhin, vingt mille le 14 juillet à Rodez pour soutenir les paysans du Larzac. En 1973, la mobilisation est nationale dans la solidarité avec les ouvriers de Lip, où le PSU compte de nombreux adhérents, et les idées forces d'une mouvance écologiste et alternative vont s'enraciner sur le terrain en France. La cause des paysans du Larzac réunit soixante mille manifestants les 25 et 26 août 1973 et l'on peut affirmer que le Larzac en particulier aura été la terre symbolique d'une lutte récurrente pour l'alternative, mais qui se nourrit aussi de la nostalgie d'un passé rural que nous avons déjà perdu^[12].

La question demeure cependant plus que jamais posée : l'espoir de l'alternative pouvait-il affronter avec succès la société productiviste en cherchant ses racines dans un monde rural qui, après avoir été le repoussoir de l'industrialisation, était devenu « *un fantastique réservoir de fantasmies* » selon la belle expression de Danielle Léger et Bertrand Hervieu^[13] ? Ces deux sociologues critiquent avec pertinence, dans le même ouvrage, la notabilisation des néoruraux : « *Une partie d'entre eux, émigrés à la campagne pour changer communautairement la vie en échappant à la société sont ainsi devenus les agents les plus efficaces dans un dispositif étatique contrôlé de mise en valeur des espaces désertifiés.* » Les références à l'agriculture biologique sont, elles aussi, porteuses de confusion. Ainsi, l'association Nature et Progrès, à droite, fondée en 1964, aura reçu une impulsion la poussant vers la gauche après 1968, pour se définir lors de son congrès de Vichy de 1974, comme essentiellement consacrée à la recherche d'une légitimation étatique. Les principes de l'alternative et de l'écologie sont exprimés à la même époque dans un certain nombre d'ouvrages théorisant des idées qui vont rapide-

[11] D. Allan-Michaud, *op. cit.*, p. 99.

[12] Sur ce point, voir la revue *Autogestions*, « Parties de campagne », CRIDA-MSH/Privat, Paris/Toulouse, 16, 1984, p. 43-100.

[13] D. Léger D. et B. Hervieu, *Des communautés pour les temps difficiles. Nouveaux ruraux ou nouveaux moines*, Le Centurion, Paris, 1983.

ment s'avérer fondatrices pour les nouveaux mouvements sociaux porteurs de l'alternative écologique. En France même, il s'agit en particulier des ouvrages d'André Gorz, *Écologie et politique*^[14] et *Écologie et liberté*^[15]. Gorz souligne avec force que des choix de société n'ont cessé de nous être imposés sous couvert de choix techniques et que le socialisme ne saurait mieux faire que le capitalisme s'il ne favorise en même temps l'autonomie des communautés et des personnes. « *L'expansion de cette autonomie est au centre de l'exigence écologiste. Elle suppose une subversion du rapport des individus à leurs outils, à leur consommation, à leur corps, à la nature* », souligne-t-il dans la dernière version d'*Écologie et politique*, publiée en 1977. En 1973 déjà, avait été traduit le premier grand ouvrage d'Ivan Illich, *La convivialité*^[16]. Dix ans après 1968, le politologue Jean-Luc Parodi écrit en forme de bilan « *qu'à bien des égards, l'écologisme apparaît comme l'héritage idéologique enfin structuré du Mai français*^[17] ». Le message reste cependant politiquement ambigu.

1974, l'écologie entre en politique

1974 restera l'année de l'irruption de l'alternative écologique dans la vie politique française. Sur le terrain d'abord avec le développement de la lutte antinucléaire en riposte à la décision du gouvernement Messmer d'accélérer la mise en place du programme électronucléaire et surtout peut-être en portant le combat politique sur le plan institutionnel avec René Dumont comme candidat à l'élection présidentielle. La plate-forme électorale porte sur la place publique tous les grands thèmes d'une alternative écologiste : l'épuisement des ressources, le pillage du tiers-monde, la croissance de la population, l'urbanisation croissante, la dénonciation de la société de consommation qui asservit doublement les travailleurs. Les conditions politiques d'un réel changement en France débuteraient « *avec la prise en charge par les intéressés eux-mêmes de tous les problèmes les concernant : éducation, auto-organisation des entreprises et des cités, luttes ouvrières, luttes pour la qualité de la vie*^[18] ». René Dumont a recueilli 1,32 % des voix au soir du 5 mai 1974. Mais qu'importe, à la mi-juin, ce sont près de 3 000 écologistes et 80 associations et collectifs qui se retrouvent pour discuter des suites à donner à la campagne présidentielle. Les résultats du rassemblement ne sont pas à la hauteur de l'enthousiasme des participants, puisqu'une seule décision est prise, « *celle de continuer à se revoir en laissant la coordination à ceux qui ont organisé nationalement la campagne de René Dumont, l'APRE se chargeant de la communication*^[19] ».

[14] A. Gorz, *Écologie et politique*, Galilée, Paris, 1975.

[15] A. Gorz, *Écologie et liberté*, Galilée, Paris, 1977. Les deux ouvrages sont réédités sous le même titre *Écologie et politique*, Paris, Seuil, 1977.

[16] I. Illich, *La convivialité*, Seuil, Paris, 1973.

[17] J.-L. Parodi, « Le mouvement écologique dans le système des partis français : essai de problématique », *Revue politique et parlementaire*, n° 878, 1979, p. 3-21.

[18] R. Dumont, *L'écologie ou la mort*, Pauvert, Paris, 1974. Cet ouvrage reprend l'ensemble des textes réalisés pendant la campagne présidentielle.

[19] J.-L. Bennahmias et A. Roche, *Des Verts de toutes les couleurs. Histoire et sociologie du mouvement écolo*, Albin Michel, Paris, 1992.

Il s'agit d'un échec que viendront bientôt relativiser la reprise des luttes de terrain en 1975, avec un mouvement antinucléaire qui n'est pas encore à son apogée, avec des centaines de groupes locaux se créant sur l'ensemble du territoire, la cible essentielle du mouvement devenant désormais le surgénérateur de Creys-Malville. Les conflits font rage entre les différents courants de la mouvance écologiste. Les assises du mouvement écologique se répètent, début novembre 1975 à Lille, puis en octobre 1976 à Mulhouse. Les divisions et les rivalités entre mouvement écologiste, Réseau des Amis de la Terre, PSU, n'empêchent pas le premier succès électoral aux élections municipales de mars 1977. Succès d'ailleurs partagé avec le PSU dans ses fiefs historiques comme la Bretagne. La grande affaire reste cependant la préparation de la manifestation contre Superphénix prévue le 31 juillet à Malville. Manifestation qui regroupe soixante mille personnes, se heurte à la violence d'État et marque l'apogée du mouvement antinucléaire en France. Néanmoins, cinquante mille manifestants, écologistes, agriculteurs, antimilitaristes en août se retrouvent sur le Larzac. En 1978, la Bretagne est sous le traumatisme du naufrage du pétrolier *Amoco-Cadiz* qui pollue plus de 300 kilomètres de côtes^[20]. Cette catastrophe et, à la mi-septembre, le projet de centrale nucléaire de Plogoff dans le Finistère commencent à provoquer la colère des Bretons. Les luttes de terrain ne désamorcent pas les conflits groupusculaires pour le contrôle politique d'un mouvement qui y reste profondément allergique. Cette bataille groupusculaire fait rage jusqu'à la désignation de Brice Lalonde comme candidat écologiste aux présidentielles de 1981, qui atteint le score historique de 3,9 % au soir du premier tour, le 26 avril 1981, deux semaines avant l'élection de François Mitterrand, le 10 mai. Brice Lalonde déclare : « *En élisant François Mitterrand, les Français ont notamment choisi de limiter le programme nucléaire et de transformer la vie politique française [...]. Les écologistes, cinquième force politique du pays, veilleront en toute indépendance au respect de ces choix*^[21]. » Mais, à nouveau, les luttes groupusculaires vont reprendre le dessus dans un mouvement incapable de définir des axes politiques clairs. Il faudra attendre les 28 et 29 janvier pour assister à la naissance des Verts. Le temps presse pour qu'une liste verte soit présente aux élections européennes de juin, liste qui va se trouver en compétition avec la liste de l'Entente radicale et écologiste (ERE) codirigée par Brice Lalonde. Les Verts décident lors de leur assemblée générale de novembre que « *l'écologie n'est pas à marier* » pour se relancer dans la course présidentielle. L'écologie du « ni-ni » représentée par Antoine Waechter va l'emporter sur l'écologie de l'alternative rouge-verte représentée par Pierre Juquin : le score est sans appel : 3,8 % des voix contre 2,1 %. Les problèmes politiques essentiels ne sont

[20] J.-C. Lefevre, « Encore une catastrophe pétrolière : la colère gronde », *Combat Nature*, n° 32, 1978, p. 465.

[21] J.-L. Bennahmias et A. Roche, *op. cit.*

pas réglés pour autant. Après l'échec de la Nouvelle Gauche créée dans le sillage de la campagne de Pierre Juquin, la bataille interne va reprendre à l'intérieur du parti Vert entre les partisans du « ni droite-ni gauche » et ceux d'un « ancrage à gauche ». Le 18 juin 1989, c'est l'apogée aux élections européennes avec 10,6 % des voix et 9 élus au Parlement européen. La page des luttes fratricides n'est pas tournée pour autant. 1990 est marquée par la création d'une organisation concurrente, Génération écologie, proche de la majorité mitterrandienne et dirigée par Brice Lalonde. La logique de l'alliance l'emporte sur celle, risquée électoralement, de l'isolement. Pour la direction des Verts, il s'agit d'un premier pas de fait en direction de la gauche traditionnelle : les préoccupations électoralistes à court terme l'ont une fois de plus emporté sur le choix d'orientations stratégiques à long terme.

Écotechnologies et écosolidarités

Cependant que le mouvement écologique s'organise politiquement, mais dans la confusion théorique, certaines constantes de l'alternative et de l'écologie persistent dans la recherche opiniâtre de réponses concrètes à la domination capitaliste. Il convient de souligner deux de ces moteurs de la pensée et de l'action. D'une part, la recherche fiévreuse d'écotechnologies susceptibles de se substituer à la mégamachine technologique de la croissance capitaliste. De l'autre, la construction de réseaux d'économie solidaire capables de faire front au déploiement de la logique financière et antisociale de la modernisation capitaliste. Dans le premier cas, il s'agit de répondre à la question : comment sauver par la technique, écologique évidemment, une société malade de la technique ? Dans le second cas, de faire face au défi : comment sauver par une autre économie, solidaire évidemment, une société malade de l'économisme.

La tradition est ancienne, nous l'avons évoquée avec les écrits de Pierre Kropotkine : la création d'unités décentralisées de production serait susceptible de favoriser la création de petites unités de producteurs pouvant se fédérer en dehors des (ou contre les) structures centralisées et dominatrices de l'État bourgeois. Cette idée fait retour en France à partir de 1968, après avoir été reprise par une brillante pléiade de penseurs dans le monde anglo-saxon : Murray Bookchin bien sûr, mais aussi Peter Harper, Ernst F. Schumacher, Amory Lovin^[22], Jeremy Rifkin^[23], tous héritiers de Lewis Mumford^[24]. L'expression la plus achevée de ces thèmes est développée dans la pensée d'Ivan Illich qui défend l'idée que les techniques, facteurs d'autonomie humaine, se transforment au-delà de certains seuils en pouvoir d'hétéronomie et sont donc alors éléments

[22] A. Lovins, « Energy strategy : The Road Not Taken ? », *Foreign Affairs*, octobre 1976.

[23] J. Rifkin, *Entropy, A New World View*, Viking Press, New York, 1980.

[24] L. Mumford, *Technique et civilisation*, Le Seuil, Paris, 1950 (version originale anglaise publiée en 1934).

d'aliénation. Selon Michel Chodkiewicz, éditorialiste du mensuel de vulgarisation scientifique *La Recherche*, cette idéologie marquait la fin « *de l'âge naif de la science, – celui où les progrès étaient sans retour et les découvertes sans appel*^[25] ». Elle fut représentée en France par un courant éditorial puissant sous l'impulsion de Jean-Pierre Dupuy^[26], qui dirigea aux éditions du Seuil une nouvelle collection « Technocritique », dans laquelle il publia un certain nombre d'ouvrages pionniers. En 2003, Dupuy a brillamment repris ces idées dans une célébration joyeuse de la mort récente d'Illich, en soulignant la centralité du concept de contre-productivité : « *L'arme principale de la critique illichienne est le concept de contre-productivité. Passés certains seuils de développement, plus croissent les grandes institutions de nos sociétés industrielles, plus elles deviennent un obstacle à la réalisation des objectifs mêmes qu'elles sont censées servir : la médecine corrompt la santé, le transport immobilise, la communication rend sourd et muet, les flux d'information détruisent le sens, le recours à l'énergie fossile qui réactualise le dynamisme de la vie passée, menace de détruire toute vie future et, last but not least, l'alimentation industrielle se transforme en poison. Nous y sommes*^[27]. »

Ces idées exprimées si profondément par Illich heurtent violemment l'idéologie dominante dans les deux partis majoritaires de la gauche française à l'époque, mais rencontrent un écho dans les courants multiformes de l'alternative et de l'écologisme. L'une des premières manifestations du tropisme de la mouvance écologiste pour les technologies alternatives est en 1975 la publication en France du *Catalogue des ressources*, qui dresse une liste impressionnante de tous les « trucs techniques » permettant de multiples avancées pratiques vers la société écologique. Les Amis de La Terre en seront les promoteurs initiaux. Ainsi, en 1978 est lancée une campagne pour le recyclage du papier^[28], tandis qu'un aérogénérateur, destiné à fournir en électricité la ferme des Homs, a été installé durant l'été sur le Larzac. Ce à quoi il faut ajouter, selon Pierre Samuel, mathématicien très actif au sein des Amis de la Terre, « *les expériences de techniques douces en agriculture, la participation à des projets solaires municipaux*^[29] ». Ces actions s'inscrivent dans une vision à long terme, celle du tout-solaire, élaborée dans un projet conçu par des scientifiques pour les Amis de la Terre : le Projet Alter. Cette volonté de démontrer le caractère pratique de techniques alternatives place le mouvement écologique dans une posture ambiguë envers la modernité, comme l'a bien montré Jean Chesneaux : « *Bien des écologistes se passionnent pour la micro-informatique ou pour la gestion moderne des énergies nouvelles sous le bouclier de l'État*^[30]. » Du recyclage du papier à la révolution micro-informatique, il n'est guère de domaines à propos desquels les écologistes n'aient entrevu une échappée alternative et un espoir de libé-

[25] M. Chodkiewicz, « La Recherche et ses lecteurs », *La Recherche*, n° 1, Paris, mai 1970, p. 7.

[26] J.-P. Dupuy, *Ordres et désordres. Enquête sur un nouveau paradigme*, Le Seuil, Paris, 1982.

[27] J.-P. Dupuy, « Ivan Illich ou la bonne nouvelle », *L'Écologiste*, n° 9, février 2003, p. 6.

[28] N. Desplats, « Papier recyclé très beau, pas cher », *La Baleine*, novembre 1978.

[29] P. Samuel, *La Baleine*, septembre 1978.

[30] J. Chesneaux, *De la modernité*, La Découverte/Maspero, Paris, 1983.

ration. Ainsi, lors d'un colloque tenu à Paris en avril 1983, les Amis de la Terre s'expriment dans les termes suivants, «*dans l'informatique et les biotechnologies, il vaudra mieux en prendre ou en laisser*^[31]». Il est vrai qu'un mot symbolique a souvent pris place, dans la mouvance alternative et écologique, aux côtés de celui de révolution, le mot informatique. Or il faut bien constater l'inconsistance de cette bonne nouvelle, tant ses promoteurs sont incapables de jeter le moindre regard critique sur le bouleversement planétaire qu'annoncent en effet les progrès foudroyants de cette nouvelle technologie. Si l'on pense en effet, comme l'écrit ironiquement Langdon Winner^[32] que chaque citoyen pourra désormais participer au processus politique à la condition de disposer «*d'une bonne console, d'un bon réseau et d'un bon ordinateur*», il n'est pas nécessaire de réfléchir à l'imbrication de ce changement technique dans les structures du travail, de l'accumulation du capital ou des dispositifs de pouvoir ; questions éloignées en effet des réflexions des leaders du mouvement écologique.

La solidarité écologique qui renoue avec le terrain de la lutte économique et sociale retrouve certains thèmes du socialisme utopique et se réfère explicitement à des méthodes nées des expériences alternatives du mouvement écologique. L'un des exemples les plus probants est celui de l'ALDEA (Agence de liaison pour le développement des entreprises alternatives), née en 1981, avant de se convertir en Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative. Patrice Sauvage, l'un de ses fondateurs rappelle «*l'intuition qu'a exprimée l'ALDEA, dès sa fondation, dans son souci de mettre en relation les nouveaux entrepreneurs avec les mutants de l'intérieur*^[33]». C'est en 1983 que naît l'espoir de l'épargne de proximité avec l'idée des Cigales, ouvrant à trois dispositions légales : «*Le compte d'épargne en actions (déductibilité fiscale d'une partie de l'épargne), l'avoir fiscal (crédit d'impôt égal à 50 % des dividendes reçus), et le club d'investissement permanent*^[34]». Au nombre de 4 le 1^{er} mai 1984, elles sont 91 à la fin de 1985, 145 en mars 1988. L'action et le discours de l'ALDEA n'échappent pas à une certaine ambiguïté et posent plusieurs questions. Quel est l'apport des entreprises alternatives et leur efficacité ? Quelle alternative s'agit-il de prôner ? Quel devrait être le rôle plus général de l'ALDEA dans un projet global non-marchand ? À cheval sur une volonté éthique et une réflexion écopolitique, bien des militants de l'ALDEA se retrouveront dans le parti Vert et verront leurs efforts couronnés de succès par la création d'un secrétariat d'État à l'économie solidaire dans le gouvernement de la gauche plurielle dirigé par Lionel Jospin. On doit s'interroger aujourd'hui sur les résultats de cette reconnaissance institutionnelle dans l'avancée réelle vers une économie alternative.

[31] Les Amis de la Terre, *L'écologie contre le chômage*, synthèse du colloque d'avril 1983, La Découverte, Paris, 1984.

[32] L. Winner L. (1986), *La baleine et le réacteur. À la recherche des limites de la haute technologie*, Descartes & Cie, Paris, 2002 (version originale anglaise publiée en 1986).

[33] P. Sauvage, « 23 juin 1984 : décollage d'une alternative ? », *Aldea Journal*, n° 4, mai-juin 1984.

[34] D. Allan-Michaud, *op. cit.*, p. 133.

Quelques mois après l'élection de François Mitterrand, un article du quotidien *Le Monde* s'interrogeait sur l'avenir de l'économie alternative et solidaire, en soulignant que si lors des ateliers organisés trois ans auparavant, «*l'utopie était encore au poste de commandement [...], aujourd'hui, on s'initie à la rationalisation des choix budgétaires*^[35]». Il est vrai que depuis une vingtaine d'années, les mêmes projets ressurgissent de façon récurrente, dans bien des domaines de l'activité sociale et économique avec les mêmes rêves, depuis la presse ou l'édition alternative jusqu'à l'agriculture^[36], en passant par toutes les actions relevant désormais de ce qu'on appelle maintenant l'économie solidaire, définie par Jean-Louis Laville comme «*l'ensemble des activités contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens*^[37]». Alain Caillé analyse de son côté l'économie solidaire comme articulant «*les logiques du pour soi et du pour autrui, hybridant les ressources publiques, privées et l'esprit de démocratie*^[38]». L'économie solidaire se situe donc au cœur de tout projet alternatif puisqu'elle vise à créer simultanément de la richesse, de l'emploi et du lien social tout en préservant l'environnement. Elle s'appuie sur une multitude de structures et constitue aujourd'hui un secteur qui, en France, est sorti de la marginalité puisqu'il emploie 1,8 million de personnes, soit 7 % de la population active^[39]. Nous voici donc, après l'échec de l'alliance subordonnée du parti Vert au Parti socialiste dans le gouvernement de la gauche plurielle, face à un nouveau défi pour la gauche alternative et écologiste. On ne peut manquer tout d'abord de remarquer une situation récurrente. De même que la PSU avait sombré en réintégrant la vieille maison socialiste, on ne peut être aveugle aux difficultés des Verts à se redresser après le naufrage de la gauche plurielle en avril 2002. Au-delà de l'échec, il convient désormais de reprendre à nouveaux frais la réflexion sur l'avenir d'une gauche alternative et écologiste. Si l'échec institutionnel est aux yeux de tous le résultat prévisible d'une dérive politicienne, rien n'indique pour autant qu'il n'y ait aujourd'hui d'autre issue que le renoncement, c'est-à-dire l'acceptation des règles suicidaires de l'économie libérale. Deux hypothèses et deux seulement pourraient justifier ce renoncement.

La première reposerait sur la croyance naïve en la capacité spontanée de l'économie libérale, hors contrôle citoyen, à assumer les coûts écologiques de la croissance capitaliste dans l'intérêt de l'ensemble de l'humanité, toutes classes sociales et toutes nations confondues, et à respecter les cycles écologiques dans celui des générations futures. Cette croyance est démentie par l'expérience de deux siècles de capitalisme triomphant qui nous font précisément entrevoir aujourd'hui le gouffre

[35] D. Rouard, « Aux rencontres de la revue Autrement. Les nouveaux entrepreneurs à la recherche de l'efficacité », *Le Monde*, 7 octobre 1981.

[36] Sur ce point, voir par exemple E. Deléage, *Au-delà de la Tradition et de la Modernité : Le Réseau agriculture durable. Socio-anthropologie d'un mouvement social paysan de l'Ouest de la France*, thèse de doctorat, université de Caen, Caen, 2003. À paraître aux éditions Syllepse, sous le titre *Paysans. De la parcelle à la planète*.

[37] J.-L. Laville, *Une troisième voie pour le travail*, Desclée de Brouwer, Paris, 1999, p. 127.

[38] A. Caillé, « La société civile mondiale qui vient », *Association, démocratie et société civile*, 2001, p. 193.

[39] Données extraites de « L'économie sociale va-t-elle se dissoudre dans le capitalisme ? », *Le Monde économie*, 28 septembre 1999.

de la crise écologique planétaire couplée à une crise sociale sans précédent historique.

La seconde ferait le pari de la capacité des différentes familles du socialisme à se réformer en profondeur jusqu'à abandonner leur dogme central, à savoir qu'il suffirait de changer le pilote du vaisseau économique pour libérer la croissance au bénéfice de tous. L'échec des gestions « socialistes-libérales » à la fin du siècle dernier nous conduirait aussi à un naufrage irrémédiable de tout espoir d'alternative dans un monde commun à l'humanité entière.

Repenser l'alternative et l'écologie, un procès sans fin

Repenser l'écologie et l'alternative en ce début de 21^e siècle, c'est d'abord et plus que jamais comprendre le monde^[40]. Comprendre le monde dans ses continuités et ses ruptures géopolitiques, avec la transformation du monde bipolaire d'après Yalta en celui de l'hyper puissance américaine après l'effondrement du système soviétique, puis avec la possible émergence d'un nouveau monde multipolaire, favorisée par la guerre voulue par les dirigeants américains (mais l'histoire n'avance-t-elle pas toujours par son mauvais côté ?). Comprendre le monde, c'est encore souligner que les oppositions idéologiques entre tenants du libéralisme, à droite, et partisans des religions socialistes du « salut terrestre », à gauche, portent essentiellement sur les parts respectives de l'économie de marché et de l'économie administrée nécessaires à une croissance indéfinie. Et nullement sur le contenu, les objectifs et les limites naturelles de cette croissance. C'est le cercle vicieux de ce dogme productiviste qu'a rompu l'alternative écologiste. Comprendre le monde, c'est encore saisir la multiplicité des contradictions qui le traversent. D'abord sous la forme persistante du conflit séculaire entre le capital et le travail ; cet héritage des socialismes classiques n'est évidemment pas à renier, mais la contradiction a pris des formes différentes. La modernisation de la production généralise la fonctionnalisation et la segmentation de la prestation de travail. Avec l'informatisation généralisée, la technique s'élève plus que jamais au-dessus des hommes comme le grand ordonnateur de toute leur existence. La seule fin d'une production de plus en plus déréalisée est la consommation de masse de produits interchangeables et jetables, et dont la valeur tient désormais à leur image de marque. Comme l'écrit Pietro Barcellona, « *l'idéologie de la consommation est le nouveau ciment d'une société atomisée*^[41] ».

L'antagonisme entre, d'une part, la soumission à une fonctionnalité marchande dépersonnalisante et, d'autre part, les personnes concrètes

[40] J.-P. Deléage, « L'avenir de l'écologie politique », *Écologie Politique*, n° 6, 1993.

[41] P. Barcellona, *Le retour du lien social*, Climats, Castelnau-le-Lez, 1993.

chez qui demeure vivace l'exigence de « *sens particulier* » en termes de solidarité et plus généralement de sentiments, de rapports à un lieu de vie... sont constitutives de cette volonté politique de défendre le « *monde vécu* » (André Gorz) des personnes ainsi que des politiques de l'alternative et de l'écologie. C'est dans cette ligne de réflexion que se situe le dernier ouvrage^[42] d'André Gorz, penseur pionnier de l'écologie et de l'alternative en France. Selon Gorz, le nouveau mode de perpétuation du capitalisme en gestation consiste à dresser des obstacles à la circulation et à la mise en valeur des connaissances, notamment par la privatisation sur une couche sociale très mince des compétences admises à fonctionner comme du capital cognitif. À partir de la saisie de l'importance de ressources comme l'intelligence collective, on en vient à une conception autre de la richesse et des buts de l'activité humaine, qu'il s'agit de soustraire de toute urgence à l'hégémonie des catégories économiques. On retrouve ainsi l'intuition de Marx selon laquelle la richesse n'est autre que l'universalité produite dans l'échange universel des besoins, des capacités, des jouissances de tous les individus, dont l'originalité est de définir le dépassement du capitalisme « *comme un dépassement du productivisme*^[43] ».

Il faut donc, pour l'alternative écologique, viser une société de l'intelligence, couvrant tout l'éventail des facultés humaines, par opposition à la société de connaissance qui mutile l'expérience sensible de notre monde vécu. Aujourd'hui, le projet de la technoscience et d'intelligence artificielle culmine dans celui de vie artificielle et par conséquent la destruction de l'individualité peut nous conduire à la fin du genre humain.

Autrement dit, à force de traiter le monde comme un matériau extérieur qu'il s'agit de soumettre à des fins aliénant l'expérience humaine concrète, l'univers ne peut plus être vécu comme un monde commun à l'humanité. Abolir la nature pour en arriver à breveter de nouvelles espèces post-humaines, « *tel est l'horizon sur lequel ouvre, au bout du compte, le capitalisme cognitif*^[44] ». Tel est le projet de la fin de l'humanité auquel s'opposent aujourd'hui, de toute leur intelligence humaine, forces alternatives et écologistes.

[42] A. Gorz, *L'immatériel. Connaissance, valeur et capital*, Gallée, Paris, 2003.

[43] *Ibid.*, p. 86.

[44] A. Gorz, « La valeur du capital est une catégorie boursière », *Alternatives économiques*, n° 212, mars 2003, p. 71.